



Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Points 65, 127 et 128 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil des droits de l'homme

Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009

Prévisions révisées relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 et au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 au titre des chapitres 2, 23, 27, 28E et 35 et du chapitre premier des recettes, et proposition relative aux dépenses imprévues et extraordinaires découlant de l'application des décisions du Conseil des droits de l'homme

Vingt-sixième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 et au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 au titre des chapitres 2, 23, 27, 28E et 35 et du chapitre premier des recettes, et les propositions relatives aux dépenses imprévues et extraordinaires découlant de l'application des décisions du Conseil des droits de l'homme (A/62/125). Durant l'examen du rapport, les membres du Comité se sont entretenus avec des représentants du Secrétaire général, qui leur ont fourni des explications et des renseignements supplémentaires.

2. Dans sa résolution 60/251, l'Assemblée générale a décidé d'instituer le Conseil des droits de l'homme, qui siègera à Genève en remplacement de la Commission des droits de l'homme et en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, et a également décidé que le Conseil aurait notamment pour vocation de procéder à un examen périodique universel, sur la foi d'informations objectives et



fiables, de la manière dont chaque État s'acquitte de ses obligations et engagements en matière de droits de l'homme et qu'il assumerait, réexaminerait et au besoin améliorerait et rationaliserait tous les mandats, mécanismes, fonctions et attributions de la Commission de façon à maintenir le régime des procédures spéciales, ainsi qu'un mécanisme de conseil et de plainte. L'Assemblée a en outre décidé que le Conseil se réunirait régulièrement tout au long de l'année et tiendrait au minimum trois sessions par an, dont une session principale, qui durera au total au moins 10 semaines, et qu'il pourrait tenir au besoin des sessions extraordinaires si un de ses membres en fait la demande, appuyé en cela par le tiers des membres du Conseil.

II. Prévisions révisées

3. Les prévisions révisées présentées dans le document portant la cote A/62/125 font suite à la décision 3/104 du Conseil des droits de l'homme par laquelle celui-ci a prié le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa soixante et unième session, sur les moyens de lui fournir : a) des services de conférence; b) des services de diffusion sur le Web; c) des services de traduction de la documentation; et d) les fonds nécessaires pour faire face aux dépenses imprévues et extraordinaires découlant de l'application de ses décisions. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice 2008-2009, le Comité consultatif a fait une remarque au sujet de la date à laquelle les prévisions révisées avaient été présentées, notant que la décision 3/104 du Conseil des droits de l'homme avait été adoptée le 8 décembre 2006, et a indiqué qu'il fallait éviter de procéder au coup par coup pour la budgétisation (voir A/62/7, par. VI.4).

4. Le montant estimatif total des ressources supplémentaires à prévoir pour répondre à la demande formulée par le Conseil des droits de l'homme dans sa décision 3/104 se chiffre à 8 057 000 dollars et se décompose comme suit :

a) Un montant de 4 351 500 dollars pour l'exercice biennal 2006-2007, dont i) 3 792 100 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences); ii) 190 700 dollars au chapitre 27 (Information); iii) 291 600 dollars au chapitre 28E [Administration (Genève)]; et iv) 77 100 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel);

b) Un montant de 3 705 500 dollars (avant actualisation des coûts) pour l'exercice 2008-2009, dont i) 1 019 700 dollars au chapitre 23 (Droits de l'homme); ii) 1 356 800 dollars au chapitre 27 (Information); iii) 952 100 dollars au chapitre 28E [Administration (Genève)]; et iv) 376 900 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel).

A. Prévisions révisées, par chapitre du budget-programme

1. Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)

5. Comme indiqué au paragraphe 9 du rapport du Secrétaire général (A/62/125), il est prévu qu'à compter de 2007, le Conseil des droits de l'homme tiendra 10 semaines de réunions supplémentaires par an soit, au total, 20 semaines de réunions par an. Pour l'exercice biennal 2006-2007, un montant estimatif ponctuel de

3 792 100 dollars serait nécessaire pour compléter les ressources allouées au titre du personnel temporaire pour les réunions, afin d'assurer le service des 10 semaines de réunions supplémentaires prévues en 2007. Il est proposé que ce montant supplémentaire soit financé au moyen des crédits disponibles au chapitre 2 et qu'il en soit rendu compte dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2006-2007. **Le Comité consultatif n'a pas d'objection à cette solution.** Il note que, dans ce deuxième rapport, il est fait état d'une baisse des dépenses de 15,4 millions de dollars au chapitre 2 (voir A/62/575, tableau 1).

6. Comme indiqué au paragraphe 13 du rapport du Secrétaire général, les crédits supplémentaires demandés au chapitre 2 pour l'exercice 2008-2009 ne devraient pas entraîner d'augmentation des dépenses en termes nets à ce chapitre pour l'exercice 2008-2009. Il est proposé de créer 27 postes d'administrateur (12 P-5, 7 P-4 et 8 P-3), des créations de poste qui seraient compensées par la suppression de 12 postes d'agent des services généraux (Autres classes) suite à un renforcement et un réaménagement des fonctions de gestion des réunions et de la documentation à Genève et à une refonte des méthodes de travail. Le Comité consultatif fait observer que si cette proposition, telle qu'elle se présente, a un effet neutre sur le projet de budget-programme pour 2008-2009, elle se traduit en revanche par des dépenses supplémentaires d'un montant estimé à 4 465 900 dollars pour l'exercice 2010-2011 du fait de l'effet-report de la création des 27 postes proposés.

7. Il est proposé de créer un poste de chef de la Section de la gestion des réunions à la classe P-5 pour gérer le volume accru de services de conférence à Genève qui résultera de l'expansion des activités de conférence du Conseil des droits de l'homme. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que la charge de travail supplémentaire justifie la création d'un poste P-5. Il n'est donc pas favorable à la création d'un poste P-5 de chef de la Section de la gestion des réunions.**

8. Au paragraphe 13 du rapport du Secrétaire général, il est proposé de créer 20 nouveaux postes (6 P-5, 6 P-4 et 8 P-3) pour constituer une équipe d'interprètes supplémentaire. Le Comité ayant demandé pour quelle raison on avait besoin de ces 20 interprètes, on lui a expliqué que cette équipe comprendrait quatre interprètes pour l'arabe et autant pour le chinois, compte tenu des particularités du travail d'interprétation dans ces deux langues¹, et trois chacun pour l'anglais, l'espagnol, le français et le russe. L'Office des Nations Unies à Genève dispose actuellement de quatre équipes d'interprètes, dont les membres occupent des postes du budget ordinaire, secondées par des interprètes employés à titre temporaire. On lui a aussi expliqué que sur le marché de Genève on trouvait des interprètes indépendant en nombre relativement plus important que dans les autres lieux d'affectation mais que la demande avait par ailleurs augmenté et que l'Office se trouvait en concurrence avec des institutions spécialisées, programmes et autres organisations qui recrutaient dans le même vivier. Le problème était d'autant plus aigu que certaines sessions du Conseil des droits de l'homme se tenaient aux mêmes dates que de grandes réunions comme la Conférence internationale du Travail ou l'Assemblée mondiale de la

¹ On a expliqué au Comité consultatif que les interprètes pour l'arabe et le chinois devaient travailler non seulement vers leur langue principale mais aussi à partir de cette langue. Par exemple, lorsqu'un discours est prononcé en arabe ou en chinois, l'interprète assure l'interprétation vers une autre langue officielle (en général l'anglais ou le français), qui est prise en relais par les autres cabines. Pour couvrir les séances, on affecte à la cabine arabe et à la cabine chinoise trois interprètes, au lieu de deux pour l'anglais, l'espagnol, le français et le russe.

santé. En outre, nombre des interprètes indépendants disponibles avaient déjà accepté des contrats avec des organisations dont les dates de réunion étaient déjà fixées et par conséquent ils ne pourraient se libérer au pied levé pour couvrir les réunions supplémentaires du Conseil des droits de l'homme. Compte tenu du peu de ressources disponibles sur place, l'Organisation serait forcée de recruter des interprètes non locaux, ce qui serait coûteux à cause des frais de voyage, de l'indemnité journalière de subsistance et du remboursement des faux frais au départ et à l'arrivée. **Pour les raisons indiquées par le Secrétaire général, et celles exposées ci-dessus, le Comité consultatif est d'avis que la création d'une équipe supplémentaire d'interprètes à Genève se justifie. Il recommande donc à l'Assemblée générale d'approuver la création de 6 P-5, 6 P-4 et 8 P-3 en vue de la constitution d'une équipe d'interprètes supplémentaire.**

9. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a par ailleurs l'intention de recourir davantage à la traduction contractuelle à Genève afin de faire traduire certains types de documents à moindre coût et de faire face au volume accru de documentation (voir A/62/125, par. 13). À cette fin, le Secrétaire général propose de réaffecter à la traduction contractuelle 2,1 millions de dollars de ressources prévues pour le personnel temporaire, et de créer un poste P-4 de chef du Groupe de la traduction contractuelle et cinq postes P-5 de réviseur hors classe afin d'« assurer le contrôle de qualité rendu nécessaire par le recours accru aux travaux contractuels de traduction, conformément au paragraphe 10 de la section V de la résolution 61/236 de l'Assemblée générale » [voir A/62/125, par. 13 b) ii)]. Il est également proposé de réduire les dépenses au titre de l'assistance temporaire (1 414 000 dollars) par redistribution des tâches entre le personnel temporaire recruté pour les réunions et les effectifs permanents. Comme indiqué au paragraphe 14 du rapport, on compte pouvoir réaliser des économies d'un montant de 969 200 dollars grâce aux changements qu'il est proposé d'apporter aux méthodes de travail.

10. La charge de travail du Groupe de la traduction contractuelle à Genève étant encore relativement faible, le Comité consultatif estime que la création d'un poste P-4 de chef du Groupe ne se justifie pas. Il n'est donc pas favorable à la création d'un nouveau poste P-4 de chef du Groupe de la traduction contractuelle.

11. En ce qui concerne la demande de création de cinq postes P-5 de réviseur hors classe, le Comité consultatif note qu'il s'agit de la troisième demande en ce sens. Il a formulé des observations détaillées sur les demandes faites dans le projet de budget-programme en vue de la création de sept nouveaux postes P-5 de réviseur hors classe à New York et de cinq nouveaux postes P-4 de réviseur à Vienne (voir A/62/7, par. I.23 à I.27). Il s'est également exprimé sur le fait que l'Office des Nations Unies à Genève, qui prévoyait 12 % de traduction contractuelle et 5 % de traduction délocalisée pour l'exercice 2008-2009, ne tirait pas parti des économies que la traduction extérieure pouvait permettre de réaliser (voir A/62/7, par. I.51). Le Comité préconise de recourir davantage à la traduction contractuelle à Genève, ce mode de traduction étant financièrement plus avantageux dans le cas de certains types de document, et de faire face à l'accroissement du volume de travail lié à la documentation. Il note cependant, sur la base des renseignements complémentaires qui lui ont été communiqués, que le nombre de mots confiés à des traducteurs contractuels au cours de l'exercice 2008-2009, estimé à 11,9 millions dans le projet de budget initial, passerait à 21,7 millions dans les prévisions révisées, mais que la traduction contractuelle, en hausse, ne devrait représenter que 16 % de l'ensemble

des activités de traduction, tandis que la part de la traduction délocalisée diminuera pour s'établir à 3 %.

12. Le Comité consultatif souligne l'importance du contrôle de la qualité des traductions contractuelles (voir A/60/7, par. I.60). À sa demande, les profils d'emploi types correspondant aux postes P-4 et P-5 de réviseur lui ont été communiqués. Les réviseurs P-5 hors classe sont notamment chargés de réviser des traductions et des comptes rendus analytiques originaux traitant de sujets de caractère particulièrement délicat, complexe ou technique, tandis que les réviseurs de la classe P-4 révisent des traductions et des comptes rendus analytiques originaux portant sur une vaste gamme de sujets traités à l'ONU. Le Comité a été informé que l'on envisageait de faire traduire les documents urgents et délicats d'un point de vue politique en interne, par des traducteurs expérimentés, et de confier les documents longs assortis de délais moins serrés à des traducteurs contractuels. **Le Comité estime que la question de la classe des réviseurs chargés de contrôler la qualité des traductions contractuelles devrait être maintenue à l'étude.**

13. De l'avis du Comité consultatif, la nécessité de contrôler la qualité et la demande de crédits supplémentaires qui en découle au titre de la création de postes de réviseur et de réviseur hors classe dans trois lieux d'affectation pose la question de savoir comment assurer au mieux le contrôle de la qualité, compte tenu de l'ensemble des capacités du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Aussi, le Comité recommande-t-il que le Département étudie toutes les solutions possibles en matière de contrôle de la qualité des traductions contractuelles et qu'il en rende compte à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.

14. En attendant les conclusions de cette étude, le Comité consultatif recommande d'approuver à ce stade la dotation de l'Office des Nations Unies à Genève en effectifs de personnel temporaire équivalents à cinq réviseurs de la classe P-5.

2. Chapitre 23 (Droits de l'homme)

15. Le montant des dépenses supplémentaires à inscrire au chapitre 23 (Droits de l'homme) du projet de budget de l'exercice biennal 2008-2009 est estimé à 1 019 700 dollars et se répartit comme suit : frais de voyage des représentants qui participeront aux sessions du Conseil des droits de l'homme (94 400 dollars); financement de cinq nouveaux postes d'administrateurs (749 000 dollars); achat de mobilier et de matériel (20 800 dollars); recrutement de personnel temporaire (autre que pour les réunions) (57 200 dollars); paiement des heures supplémentaires (10 400 dollars); frais de voyage du personnel (87 900 dollars).

16. Afin d'épauler le Conseil des droits de l'homme dans ses travaux, il est demandé de financer cinq nouveaux postes (2 P-4, 2 P-3 et 1 P-2) à compter du 1^{er} janvier 2008. Comme indiqué au paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général, ces postes viendraient s'ajouter aux 36 autres dont la création a été proposée, dans le cadre d'une démarche progressive, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009. Quatre postes de spécialiste des droits de l'homme (1 P-4, 2 P-3 et 1 P-2) sont demandés en vue de renforcer les effectifs du Groupe d'appui et de coordination, qui a vu croître son volume de travail dans les domaines de la planification et de l'administration, des médias, de l'appui informatique et technologique, ainsi que de la communication et des relations avec les parties

prenantes. Le titulaire du poste P-4 de spécialiste des droits de l'homme qui est demandé au Groupe du mécanisme de plainte sera chargé de veiller au bon fonctionnement de ce mécanisme, notamment d'entretenir des relations avec les acteurs extérieurs et d'assurer la liaison avec les autres services et divisions du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. **Le Comité consultatif recommande d'approuver la création des cinq postes susmentionnés ainsi que le montant des dépenses autres que le coût des postes.**

3. Chapitre 27 (Information)

17. Le montant estimatif des dépenses supplémentaires à prévoir au chapitre 27 (Information) du budget est estimé à 190 700 dollars pour l'exercice biennal 2006-2007 et à 1 356 800 dollars pour l'exercice biennal 2008-2009. Il est proposé de financer le premier montant, qui porte en totalité sur la couverture presse, radio, télévision et photo des semaines supplémentaires de réunion du Conseil des droits de l'homme, au moyen des ressources disponibles au titre du chapitre 27, et d'en rendre compte dans le second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice 2006-2007. En ce qui concerne l'exercice biennal 2008-2009, le montant des dépenses supplémentaires nécessaires pour la couverture médiatique des séances du Conseil est estimé à 381 400 dollars. Toutefois, la plus grande partie des dépenses susmentionnées (975 400 dollars) est liée à la retransmission régulière sur le Web des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil.

18. Comme indiqué au paragraphe 41 du rapport du Secrétaire général, à la demande du Conseil des droits de l'homme, les trois sessions ordinaires et la quatrième session extraordinaire du Conseil qui se sont tenues à Genève en 2006 ont été retransmises en direct et à la demande sur le site « United Nations Webcast », en collaboration avec le Service d'information des Nations Unies de Genève. Les frais de retransmission des séances du Conseil ont été financés au moyen de ressources allouées au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à la Division de l'administration, à l'Office des Nations Unies à Genève et au Département de l'information, ainsi que d'une contribution volontaire. Le Comité consultatif a été informé que des contributions extrabudgétaires avaient été débloquées de façon que la retransmission sur le Web des séances du Conseil des droits de l'homme se poursuive jusqu'à la fin de 2007.

19. Au paragraphe 46 de son rapport, le Secrétaire général précise quelles sont les options envisageables pour que les retransmissions sur le Web se poursuivent pendant l'exercice 2008-2009, conformément à la demande formulée par le Conseil des droits de l'homme. L'option la plus pratique et la plus économique à long terme devrait consister à mettre en place un dispositif permanent au Palais des Nations, en supposant que le réseau de transmission Web du Siège se développe. Il est toutefois proposé de reporter sa mise en œuvre à l'exercice biennal 2010-2011, compte tenu de l'évolution actuelle de la diffusion télévisée par ondes hertziennes et des changements qui interviendront nécessairement à partir de 2009. Par ailleurs, il est proposé de mener une étude, courant 2008, pour déterminer précisément les besoins télévisuels de Genève et le coût d'un dispositif permanent comportant des caméras et des réseaux haute définition, ainsi que les dépenses à prévoir dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Entre-temps, l'option recommandée est celle du maintien d'un dispositif temporaire, ce qui supposerait de recourir à un producteur d'émissions diffusées sur le Web et à un spécialiste de la transmission Web qui seraient tous deux basés au Siège et se rendraient à Genève

pour couvrir les travaux du Conseil. Le montant des dépenses afférentes au maintien d'un dispositif temporaire et à la réalisation d'une étude visant à déterminer les éléments d'un dispositif permanent est estimé à 975 400 dollars pour l'exercice 2008-2009.

20. À la demande du Comité consultatif, les prévisions de dépenses actualisées relatives au chapitre 27 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 lui ont été communiquées. Le montant révisé des crédits ouverts s'élevait à 178 851 800 dollars, mais le montant définitif proposé est de 170 964 700 dollars, soit 7 887 100 dollars d'économies. Le Comité constate que dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 [voir A/62/6 (sect. 27)], le Secrétaire général a estimé le montant des dépenses nécessaires au titre du chapitre 27 à 179 349 000 dollars (avant actualisation des coûts), ce qui représente une augmentation négligeable par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice 2006-2007. **Le Comité prend note des nouvelles activités proposées au titre du chapitre 27, que le Secrétaire général a présentées dans son rapport, et du pragmatisme dont il est fait preuve en ce qui concerne l'exigence de retransmission sur le Web des séances du Conseil des droits de l'homme. Toutefois, compte tenu de l'évolution générale des dépenses observée au chapitre 27 du budget de l'exercice biennal en cours, il estime qu'aucune augmentation nette des montants inscrits à ce chapitre ne devrait être demandée pour l'exercice biennal 2008-2009.**

4. Chapitre 28E [Administration (Genève)]

21. Le montant des ressources nécessaires au chapitre 28E au titre des services contractuels, du personnel temporaire pour les réunions et des frais généraux de fonctionnement correspondant aux services à assurer pour 10 semaines supplémentaires de réunions par an du Conseil des droits de l'homme est estimé à 291 600 dollars pour l'exercice biennal 2006-2007 et 952 100 dollars pour l'exercice biennal 2008-2009. Le Secrétaire général propose de couvrir les besoins supplémentaires de l'exercice biennal 2006-2007 à l'aide des crédits disponibles et de rendre compte des dépenses effectives dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2006-2007. Le Comité note que dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget, une réduction de 348 400 dollars des ressources nécessaires est indiquée pour le chapitre 28E (voir A/62/575, tableau 1).

22. Pour ce qui est de l'exercice biennal 2008-2009, le montant estimatif des ressources supplémentaires nécessaires (952 100 dollars) se décompose comme suit : a) services contractuels (techniciens du son) (67 600 dollars); b) personnel temporaire pour les réunions : services de sécurité pour les réunions, services de plantons et services d'un assistant informaticien (397 800 dollars); c) services contractuels : appui technique (72 500 dollars); d) dépenses communes d'appui pour les 15 nouveaux postes qu'il est proposé de créer aux chapitres 2 et 23 du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (414 200 dollars).

23. Le Comité consultatif, ayant demandé des précisions, a été informé que d'après les dernières données disponibles à l'Office des Nations Unies à Genève, il ne serait plus nécessaire de louer des locaux supplémentaires et, qu'en conséquence, le montant de 298 400 dollars prévu pour les locaux correspondant à 15 nouveaux postes ne serait plus requis. De ce fait, le montant estimatif des dépenses communes d'appui pouvait être réduit de 298 400 dollars. **En outre, s'agissant des autres**

ressources supplémentaires demandées au chapitre 28E, le Comité estime qu'aucune augmentation nette des montants inscrits à ce chapitre pour l'exercice biennal 2008-2009 ne devrait être demandée.

B. Dépenses imprévues et extraordinaires liées à l'application des décisions du Conseil des droits de l'homme

24. Aux paragraphes 61 à 65 de son rapport, le Secrétaire général présente des arguments en faveur de l'inclusion, dans la résolution concernant les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal, d'un nouveau paragraphe autorisant le Secrétaire général à engager des dépenses à concurrence de 2 millions de dollars par exercice biennal, sous réserve du Règlement et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, pour faire face aux dépenses imprévues et extraordinaires découlant de mesures prises dans le domaine des droits de l'homme. Le Secrétaire général explique que les dépenses imprévues liées aux missions d'enquête dans le domaine des droits de l'homme à imputer au budget ordinaire ont dépassé 2 millions de dollars pour les exercices biennaux 2004-2005 et 2006-2007 et que, de par leur nature, les activités menées dans le domaine des droits de l'homme sont urgentes et ne sauraient connaître aucun retard, c'est pourquoi on ne pourrait envisager de les financer à l'aide de fonds extrabudgétaires. Le montant de 2 millions de dollars proposé doit permettre de financer le déploiement d'environ quatre missions spéciales décidées par le Conseil. Le Secrétaire général ajoute qu'il s'est avéré possible de faire face aux nouveaux besoins dans les limites des ressources approuvées pour le chapitre 23, mais que cette approche n'est pas viable à long terme.

25. **Le Comité consultatif fait observer que l'ouverture de crédits au titre des dépenses imprévues et extraordinaires a pour objet de financer des dépenses pour lesquelles aucun crédit n'a été ouvert au budget ordinaire approuvé. Si, vu l'expérience des deux derniers exercices biennaux, la création de missions spéciales dans le domaine des droits de l'homme a cessé de présenter un caractère exceptionnel, il faudrait, dans l'intérêt de la transparence budgétaire, envisager de prévoir des crédits à cette fin aussi bien dans l'esquisse budgétaire que dans le projet de budget-programme, comme on le fait pour les missions politiques spéciales. Entre-temps, les ressources requises pour l'exercice biennal 2008-2009 concernant les missions spéciales dans le domaine des droits de l'homme doivent continuer à être traitées comme par le passé : les dépenses doivent être financées dans la limite des crédits ouverts au chapitre 23 pour l'exercice biennal 2008-2009 et il en sera rendu compte dans le rapport sur l'exécution du budget.**

III. Conclusions

26. Les mesures que l'Assemblée générale est invitée à prendre sont indiquées au paragraphe 70 du rapport du Secrétaire général. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver les crédits additionnels demandés pour l'exercice biennal 2006-2007, dont le montant est estimé à 4 274 400 dollars, les dépenses devant être couvertes au moyen des crédits ouverts au budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007, étant entendu**

qu'il en sera rendu compte dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget de cet exercice; ce montant se répartit comme suit : a) 3 792 100 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences); b) 190 700 dollars au chapitre 27 (Information); c) 291 600 dollars au chapitre 28E [Administration (Genève)]; 77 100 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel), ce dernier montant étant compensé par l'inscription d'un montant équivalant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant de contributions du personnel).

27. Compte tenu des recommandations formulées au paragraphe précédent, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver pour l'exercice biennal 2008-2009 l'ouverture de crédits supplémentaires d'un montant de 815 000 dollars correspondant à :

a) Une réduction de 369 200 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences);

b) Une augmentation de 1 019 700 dollars au chapitre 23 (Droits de l'homme);

c) Un montant supplémentaire de 164 500 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel) qui sera compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

Conformément aux directives énoncées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211, les dépenses correspondantes seraient à imputer sur le fonds de réserve.

28. Comme indiqué aux paragraphes 20 et 23 ci-dessus, aucune augmentation nette des montants inscrits aux chapitres 27 et 28E pour l'exercice biennal 2008-2009 ne devrait être demandée.